# L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL —NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI MATIN, 20 SEPTEMBRE 1849.


COMITÉ CENTRAL WHIG DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Nouvelle-Orléans, 30 août 1849.

[illegible] Louisiane [illegible] Convention générale des whigs de la ville et de la paroisse [illegible] SAMEDI, le 15 septembre, [illegible] pour nommer des délégués qui représenteront le district représentatif à une Convention générale des whigs de la ville et de la paroisse [illegible] Cette Convention s'organisera à la Bourse [illegible] de 22 septembre, 12 heures et demie du soir, pour [illegible] candidats pour le Sénat de l'Etat et les autres candidats pour les PLACES DE PAROISSE que les whigs jugeront convenable de nommer pour le plus grand intérêt du parti dans la ville et dans l'Etat.

Il est [illegible] recommandé à tous les électeurs de ne pas [illegible] le nombre des délégués qui seront envoyés, [illegible] Nous [illegible] District représentatif [illegible] Convention [illegible] Convention [illegible] Chambre des Représentants [illegible] Convention générale [illegible] Ces conventions particulières soumettront [illegible] Convention générale [illegible] mesures nécessaires [illegible] des candidats nommés [illegible] Convention générale [illegible] Bourse, l'Orléanais, le Jour [illegible]

J. N. MARKS,
Président.

A. VOLSURF, [illegible] Secrétaires.
C. M. WALTERMAN, [illegible]

WHIG MASS MEETING

☞ Les Mass Meetings des whigs de la paroisse [illegible] Hall Carrollton, samedi, 22 courant, à 5 heures de l'après-midi, à l'effet de nommer deux [illegible] Convention générale [illegible] Chambre des Représentants [illegible] Convention générale [illegible] Les whigs de la paroisse sont invités à être [illegible]

[illegible] A. N. Ogden, F. Gardere, Wm. [illegible] Barker, Jeremiah Babcock, [illegible] Bonte, Johnson, [illegible] Chas. R. Rawson, F. Saunders, [illegible] Wm. John M. Bach, [illegible] H. Lanier, J. Monmer, Alexander [illegible] Stephen Merritt, [illegible] R. W. Mott, H. [illegible] Forstall, A. T. [illegible] P. N. Wood, O. Hatch, [illegible] Wagemann, F. Lee, [illegible] John Hampson, E. [illegible] Wagemann, F. Lee, [illegible] A. Hering, Alex Philips, A. Marks.


AVIS.

[illegible] MAGNE & WEISSE.

CHANGEMENT DE DOMICILE.

[illegible] No 130 Rue Canal, [illegible] Nouvelle-Orléans.

[illegible] DIAN Agent.

Marchandises nouvelles d'automne

CAILLE, Jr. & Co.

[illegible] CHAVENDES, NEPHEW, SHURTLEFF & Co.

Dentelles et Broderies.

Shalls Lainages et Mantelets [illegible]

Chapeaux de paille pour dames!

[illegible]



Imprimé et publié par MAGNE & WEISSE.

No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 20 SEPTEMBRE.


TICKET WHIG.

GOUVERNEUR:
ALEXANDRE DECLOUET.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:
DUNCAN F. KENNER.

AUDITEUR DES COMPTES:
LOUIS BORDELON.

*CONGRES.*

PREMIER DISTRICT:
O. P. JACKSON.

DEUXIEME DISTRICT.
CHARLES M. CONRAD.

FILLMORE RANGERS.

Les FILLMORE RANGERS se sont réunis hier soir dans toute leur force à leur rendez-vous ordinaire, au Commercial Exchange. C'était un rassemblement imposant par le nombre et par l'enthousiasme. Ces bravos, cette verve des orateurs, ces chœurs, cette musique, cette longue procession, tout cela nous a rappelé les beaux jours de la dernière campagne. Avec notre discipline, notre bonne entente, notre accord parfait et notre excellente organisation, il est impossible que nous ne triomphions pas.

RALLIEZ VOUS! RALLIEZ VOUS!!

Les KENNAR RANGERS s'assembleront vendredi prochain, 21 du courant, à sept heures du soir, sous le lampadaire du chemin de fer du Golfe du Mexique, dans la Troisième Municipalité. Les membres sont priés d'être ponctuels. Des musiciens sont attendus.

SIXIEME DISTRICT REPRESENTATIF.

Les délégués à la Convention Whig, représentant le cinquième district représentatif, sont requis de se réunir samedi 22 courant, à 5 heures de l'après-midi, à l'effet de désigner les candidats à la législature.

DECLOUET GUARDS.

Nous sommes autorisés à annoncer que l'Association des DECLOUET GUARDS se réunira tous les JEUDI au soir, dans le local qui leur est affecté, au coin des rues Espagne et Levée, Zone municipale.

RENVOI DE M. POUSSIN.

La dépêche télégraphique que nous avons publiée dans notre dernier numéro renfermait une grave nouvelle. Le renvoi de M. Poussin, que nous annonce notre correspondant, nous a [illegible] nous étonne que rien ne nous avait fait présumer cet événement. Il paraît cependant que notre gouvernement avait demandé depuis plusieurs semaines le rappel du ministre plénipotentiaire de la république française, et en l'obtenant à Washington. C'est vraiment une chose merveilleuse! à Washington où le secret le plus soigneusement caché finit toujours par transpirer dans le public, on a réussi cette fois à déjouer les plus fins limiers de la presse, et les correspondants sont vaincus!

Quoiqu'il en soit, prévenu du renvoi de M. Poussin, nous avons dû rechercher la cause probable de cette grave résolution du gouvernement américain. Il faut que la conduite de M. Poussin ait été bien répréhensible pour que le président et le cabinet aient d'abord demandé son rappel et lui aient ensuite signifié qu'il ne serait plus considéré comme ambassadeur de la république française. La note adressée par ce dernier à M. Clayton a déjà été, en effet, considérée comme dépêche, d'une extrême inconvenance, sans cela on n'exposerait si fidèlement la résolution prise par le gouvernement. Le général Taylor est assez prudent que même, il ne livre rien au hasard et ses actes sont tous le fruit de la méditation.

Voici ce que nous lisons dans le *Baltimore Sun*:

"Le bruit que le gouvernement français ne recevra pas M. Rives comme ministre des Etats-Unis circule par la ville. Nous avons [illegible] M. *Poussin, le ministre de France a été, il est vrai, trouvé qu'il a pu par crédit de part d'autre des sentiments de [illegible]* M. Rives a remédié à quelque point dans [illegible] dans les colonnes du *National Intelligencer*, [illegible] Quant à M. Poussin il n'a pas assez d'influence auprès du gouvernement français pour que nous nous préoccupions de son opposition. Il a été nommé par un autre règle, et n'est pas en très grande faveur près des hommes qui gouvernent en ce moment en France."

Ces gens sont un trait de lumière. Elles expliquent suffisamment, nous le croyons, la rupture diplomatique qui vient d'avoir lieu. M. Poussin a dû écrire au secrétaire d'Etat que le gouvernement français refuserait d'accréditer M. Rives comme ambassadeur des Etats-Unis. C'était peut-être son droit de prendre les devants et de mettre notre gouvernement sur sa garde, mais dans quel sens a-t-il écrit à M. Clayton? Nous soupçonnons fort que sa lettre renfermait des menaces et poisait une sorte d'ultimatum au président. Nous le répétons, la note de M. Poussin a dû être extrêmement inconvenante et contenir des expressions blessantes, car sans cela le gouvernement américain n'eut pas agi avec une si grande rigueur.

Nous déplorons sincèrement ce qui s'est passé à Washington, mais nous sommes persuadés que tous les torts sont du côté de M. Poussin. Entre la France et les Etats-Unis, l'alliance est trop intime pour qu'un refroidissement momentané entre les deux pays ne soit pas toujours une chose regrettable. Nous espérons que le gouvernement français, qui a refusé de reprendre son ministre, ne se fera pas maintenant un point d'honneur de suspendre toute relation diplomatique avec le cabinet de Washington. Ce serait là une susceptibilité exagérée et que nos frères de France seraient les premiers à condamner. Qu'on donne un successeur à M. Poussin, pourvu qu'il ait alors par son imprudence le bon vouloir et les sympathies de notre gouvernement. La grande république d'Europe doit vivre en bonne intelligence avec la sœur d'Amérique. Les démocraties européennes ne doivent pas cesser de fraterniser avec les démocraties américaines.

Une chose nous console dans la différend qui vient de s'élever à Washington, c'est que nous avons en affaire cette fois avec le représentant d'une des plus puissantes nations de l'Europe. On nous a souvent reproché nos exigences vis-à-vis du Mexique. Si le général Taylor fait preuve d'énergie dans l'affaire de M. Poussin, on ne pourra pas dire au moins qu'il montre les dents à de plus faibles que lui.

P. S. D'après une dépêche adressée au *Picayune*, on semblerait croire à Washington que la note inconvenante de M. Poussin lui aurait été inspirée par les lettres de M. Walsh, dont nous parlons plus loin et qui vaudront probablement à celui-ci son rappel. Cette supposition n'est pas la plus rationnelle, et nous persistons à croire que les bruits relatifs à la nomination de M. Rives ont provoqué la correspondance qui a eu pour résultat le renvoi de M. Guillaume Poussin.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE
TRANSMISE A L'ABEILLE.

BALTIMORE, 19 septembre.

Au mois de mai dernier, le ministre français à Washington avait adressé une note inconvenante au Département d'Etat. Sur les observations qui lui furent faites, il retira cette note, mais plus tard il adressa à ce même Département une autre note encore plus offensante et portant des accusations graves contre un haut fonctionnaire de ce Département. Le Président Taylor fit suspendre alors toute correspondance avec le ministre et envoya ses notes au gouvernement français afin que celui-ci agisse dans cette affaire. Le gouvernement français déclara ne pas vouloir intervenir dans ce différend. Le Président a en conséquence adressé une note aux gouvernement demandant le rappel du ministre. Cette note n'ayant été expédiée que par le dernier steamer la réponse n'a pas encore été reçue.

MARCHÉ AU COTON DE NEW-YORK.

Le coton a regagné la baisse qu'il avait subi; les prix sont actuellement d'un huitième de sou plus élevés que ceux du mois d'août; cela vient des nouvelles défavorables reçues du Sud.

WASHINGTON, 19 septembre.

Wm. R. Smith vient d'être nommé collecteur de la douane de Galveston, et Henry Dart, surveyor à Pontchartrain.

DEUXIME DEPECHE.

Baltimore, 18 septembre.
*6 heures du soir.*

M. CHRISTOPHER HOUSES, qui a longtemps résidé en Suède en qualité de chargé d'affaires et qui a encore occupé le même poste à Berlin, est mort ce matin dans notre ville à l'âge de 64 ans.

On verra par la lettre suivante que M. Reynolds s'est rendu à notre opinion et qu'il se retire du Sénat, sachant bien qu'il ne peut y siéger et remplir en même temps d'autres fonctions salariées. Nous n'avons pas besoin de répéter que l'acceptation de celles-ci constituait une renonciation formelle à son mandat de sénateur. Il ne *résigne* donc pas: il *reconnaît* seulement qu'il a *cessé* d'être sénateur du moment où il a accepté la place d'avocat de district. Nous félicitons d'ailleurs sincèrement M. Reynolds sur la résolution qu'il a prise et qui l'honore comme fonctionnaire et comme citoyen.

A MES CONCITOYENS.

Comme l'époque approche où les partis politiques de notre ville vont procéder à la nomination de leurs candidats aux divers emplois qui seront vacants au mois de novembre, je crois de mon devoir de déclarer mon intention de résigner mon siège au Sénat de l'Etat de la Louisiane.

La loi ayant trait aux vacances qui pourraient survenir dans la Législature, et au mode à suivre pour pourvoir au remplacement des démissionnaires ou des défunts, fait un devoir au gouverneur de lancer une proclamation——jours après qu'une vacance sera déclarée à l'effet de faire procéder à une nouvelle élection dans un délai de——jours. Pendant qu'il serait inutile, en ce moment, de faire tenir une élection spéciale pour pourvoir à mon remplacement, mon intention est de résigner mes fonctions de Sénateur à une époque où il sera facile au gouverneur de faire nommer mon successeur en même temps que les électeurs pour les autres officiers de l'Etat auront lieu.

Ayant été honoré de la confiance de mes concitoyens, ayant été nommé deux fois Sénateur, je ne puis quitter la vie politique (mesure que je suis forcé de prendre en raison de mes affaires personnelles), sans exprimer ici la profonde gratitude dont je suis pénétré pour la haute faveur que mes concitoyens m'ont faite et le regret que j'ai de quitter une position élevée, où m'avait porté le libre suffrage et l'estime de mes concitoyens.

Convaincu de la nécessité où nous sommes de propager les doctrines de la démocratie dans le pays, je ne laisserai échapper aucune occasion d'employer le peu d'influence que je puis m'être acquise pour faire modifier la Constitution de l'Etat, afin de rendre les juges ainsi que tous les autres officiers de l'Etat ou des paroisses, éligibles par le peuple.

Acceptez l'assurance de mon plus haut respect.

M. M. REYNOLDS.

UNE BONNE IDÉE—A une réunion du comité de police de la Première Municipalité, qui a eu lieu hier, l'alderman Jumonville a présenté une résolution portant qu'à l'avenir les officiers de police seraient nommés par le recorder et le capitaine de la garde. Cette résolution, dont nous approuvons complètement l'esprit, a été appuyée par M. Fabre et soutenue par M. Bonneval; mais les voix s'étant partagées également, l'adoption de la mesure se trouve forcément ajournée. La proposition sera renouvelée cependant au Conseil, et nous espérons qu'elle sera bien accueillie par la majorité. La police a besoin de réformes; son organisation est défectueuse, il faut de toute nécessité la modifier. Une chose qui nous a toujours étonnés, c'est que le recorder et le capitaine de la garde, chargés de la direction suprême de la police, ne sont pas même consultés sur la nomination des agens. Ceux-ci échappent donc au contrôle de leurs chefs naturels, et, se sentant indépendans, sont assez peu disposés à l'obéissance. Nous nommons heureux que M. Jumonville ait pris l'initiative d'une sage réforme et qu'il ait été soutenu par M.M. Bonneval et Fabre. Que le Conseil fasse maintenant son devoir.

ENCORE UN MOT AUX AUTORITÉS. — Nous avons appelé plusieurs fois déjà, l'attention des autorités sur le trafic spéciale qu'offrent certaines rues envahies depuis longtemps par des femmes dépravées. Que fait donc la police, et pourquoi les ordonnances municipales ne sont-elles pas mises régulièrement à exécution? Hier encore, une rixe s'est engagée en pleine rue dans une maison de débauche située rue Conti, entre Dauphine et Bourgogne. Cinq ou six individus y ont pénétré et y ont tout brisé. C'était un milieu vacarme. La malheureuse du logis s'est armée d'un pistolet pour repousser les agresseurs et elle aurait fait les cent dernières si l'on n'était intervenu à temps. Au bruit des meubles que l'on brisait sur le pavé, aux jurons des hommes et aux vociférations de la femme, tous les badauds sont accourus et un encombrement semblait n'a pas tarder à se former dans la rue. Or, nous l'avons dit et nous le répétons, cette rue est habitée par d'honnêtes familles, et ceux qui font charge de la direction de la police devraient enfin prêter attention à leurs justes réclamations. Leur position n'est pas tenable. Non seulement elles sont condamnées à voir cet énorme le spectacle des plus hideuses orgies, mais leur tranquillité sera maintenant troublée par des rixes qui menacent de tourner au drame. Nous nous adressons spécialement au maire, au recorder et au capitaine de la garde. Qu'ils fassent leur devoir. Il y a des ordonnances qui renferment l'exploitation d'une certaine industrie dans des bornes dont elle ne peut sortir; eh bien! qu'ils veillent à l'exécution de ces sages règlements. S'ils ne se mettent pas immédiatement à l'œuvre, ils peuvent s'attendre à être vivement censurés par la presse.

NOTRE CONSUL A PARIS—M. Walsh, consul américain à Paris, est le correspondant du *Journal of Commerce* de New-York. Ses lettres, qui trahissent peut-être des tendances anti-républicaines, ont été vivement censurées par la presse de notre pays. Le *République*, parlant dernièrement des épîtres de M. Walsh, s'est exprimé en ces termes: "Les lettres de notre consul ont excité une grande indignation dans le pays, à cause de l'hostilité qu'elles trahissent contre la cause de la liberté humaine pour laquelle des milliers de patriotes se sacrifient en Europe."—Le journal officiel ajoute les lignes suivantes, qu'une présagent rien de bon pour M. Walsh:

"Le peuple américain tiendra l'administration responsable de la conduite de notre consul à Paris. C'est le gouvernement qui le maintient dans son poste et qui contribue de la sorte à donner plus d'autorité à l'opinion qu'il émet. S'il est maintenu dans ses fonctions, on croira naturellement que le gouvernement partage ses vues. D'un autre côté, si le gouvernement ne partage pas ses vues et lui conserve cependant sa place, il est évident que l'administration se placerait dans la plus fausse des positions.... Il n'est pas impossible que l'imprudence de M. Walsh ait déjà fait beaucoup de mal. Nous croyons qu'il serait contraire aux principes de la vraie liberté de maintenir M. Walsh dans une position qui rend le gouvernement responsable de ses actes."

Après cela, si M. Walsh n'est pas rappelé, on aura lieu de s'étonner grandement. Le *République* est l'organe du gouvernement et il n'aurait pas imprimé au hasard les lignes ministérielles que nous venons de reproduire. Que le sort les attendant au consulat de Paris!

NOUVELLES DES CAMPAGNES.

Les journaux que nous recevons des paroisses de l'intérieur s'accordent à représenter la récolte de coton et de sucre sous l'aspect le moins favorable.

La *Gazette* de Baton Rouge dit que les chenilles ravagent les plantations de coton du voisinage. Les plantes sont entièrement détruites dans plusieurs localités d'Est et d'Ouest Feliciana. Les tiges n'ont plus de feuilles et les grabots sont dévorés. La canne est loin d'être belle dans la plupart des habitations d'Est et d'Ouest Baton Rouge: la récolte sera assez triste.

Nous lisons dans le *Clinton Whig* d'Est-Feliciana: "Les chenilles ravagent tous les champs. Les planteurs les plus expérimentés pensent que dans huit ou dix jours le dernier grabot de la récolte sera ouvert. S'il en est ainsi la cueillette sera activée presque aussitôt que commencée."

Le *Bayou Sarah Chronicle* signale aussi l'apparition des chenilles.

Le *Traivie Star* récapitule dans son numéro du 11 courant tous les désastres qui ont successivement frappé les planteurs et lance en terminant l'anathème contre les chenilles qui couronnent l'œuvre de destruction. Le même journal s'apitoie sur la perspective de la récolte de sucre.

Le *Feliciana Whig* annonce que la maison occupée par Mme Elizabeth Dickson a été détruite par les flammes. L'incendie a été causé par la négligence d'un domestique.

Nous voyons dans la *Gazette* d'Ouachita que le maître de poste de Vidalia a été surpris ouvrant des lettres qui contenaient des valeurs, et s'appropriant celles-ci. Il était soupçonné depuis longtemps. Il n'est pas encore arrêté.

LOUISIANA AMERICAN.—Ce journal, suspendu pendant quelques temps, vient de faire sa réapparition sous les auspices de Mecoochy. Le *Louisiana American* est publié à Monroe, et a une grande circulation dans l'Ouachita et dans les paroisses voisines. Il défend avec talent et énergie la cause whig et celle de nos candidats.

Notre correspondant nous a livré hier matin quelques lignes en réponse à l'*Impartial* du *Courrier*. Nous les publions, malgré le désistement de M. Reynolds qui met fin à la polémique, afin que la partie soit égale entre le champion *malheureux* de l'ex-sénateur de la Nouvelle-Orléans et son adversaire whig.

A Monsieur l'Editeur de l'*Abeille*.

Le Don Quichotte du *Courrier* revient encore à la charge; mais, hélas! la bonne volonté ne suffit pas.

Toute sa tartine se réduit à ceci: il y a fonctionnaires et fonctionnaires. — Comme; mais quand il s'agit de cumul, la Constitution ne distingue pas.—Et pour ce qui est des législateurs, ils sont si peu payés que "les quatre piastres par jour qu'on leur donne pendant la session sont sans doute destinées à subvenir aux dépenses qu'occasionne leur *dérangement* (textuel)."

Franchement, j'ignorais que les fonctions législatives occasionnaient un *dérangement*; et malgré l'assertion de ce pauvre chevalier j'en doute encore, ayant eu souvent occasion de remarquer, à la maison d'Etat, la bonne, grosse santé, le teint fleuri, la face rubiconde et la gaieté communicative de la plupart de nos législateurs—choses qui se concilient peu avec un *dérangement*.....chronique.

En tout cas le remède est hors de proportion avec le mal. Au prix où sont les drogues, une médicamentation de $4 par jour est incroyable, tellement qu'un pharmacien auprès duquel j'ai voulu prendre quelques informations à ce sujet, m'a dit que c'était pyramidal—impossible—et que je voulais m'amuser à ses dépens.

C'est aussi mon impression—En tout cas ce serait une *superbe* affaire pour les pharmaciens—soixante jours à $4 donnent un produit de $240 pour chaque législateur; en multipliant cette somme par cent trente, nombre rond des nons honorables, on a $31,200 par *session*. A ce compte l'apothicaire de Baton-Rouge serait bientôt millionnaire; la législature pour lui serait une véritable Californie.

Le chevalier n'aime pas les citations; à l'autorité du texte de la Constitution il préfère celle de la reine l'Omare, cette impayée pas propriété et encore moins chansade, dont par parenthèse on dit qu'il a été chambellan; mais comme dit très bien M. de Crac, en cela comme en tout chacun a son goût.

Portez-vous bien.

X.

EXEMPLE DE FERMETÉ.— M. A. J. Howell, l'un des citoyens les plus respectables de Donaldsonville, et démocrate depuis sa jeunesse, a voté à la dernière élection présidentielle pour le général Taylor. Les locofocos lui ont reproché ce vote et ont cherché depuis à le faire rentrer dans le bercail en lui promettant une place. Il s'y est refusé avec une noble indignation et a adressé la lettre suivante aux éditeurs du *Vigilant*:

Messieurs — J'apprends que le bruit court que mon nom doit être soumis à la Convention démocratique chargée de désigner un candidat pour représenter la paroisse à la législature. J'ai recours à votre journal pour faire connaître que je n'accepterai pas de candidature. J'ai voté pour le général Taylor en novembre dernier, je ne le regrette pas, et je ne voudrais pas maintenant entraver l'administration en votant avec ceux qui lui sont opposés.

La noble conduite de M. Powell trouvera de nombreux imitateurs. Ceux qui ont concouru à l'élection du général Taylor, whigs ou démocrates, doivent, s'ils veulent être conséquens avec eux-mêmes, soutenir l'administration. Ce n'est pas tout de porter un citoyen au pouvoir, il faut aussi l'aider à réaliser son programme.

INCENDIE AU CAP GIRARDEAU.—Nous apprenons par les officiers du steamer *Grand Turk*, arrivé dans notre port, qu'un grand incendie a éclaté le 12 du c. au Cap Girardeau, dans le Missouri. Huit ou dix maisons ont été détruites. La perte est considérable.

MAINE.—Voici le résultat du vote de vingt-cinq circonscriptions dans l'Etat du Maine: Hayelin, candidat whig, 3,291 voix; Hubbard, locofoco, 2,790; Talbot, free-soiler, 690. Cet an gain net en faveur des whigs d'environ 200 voix depuis l'année dernière. Jusqu'à présent nous n'avons eu d'élu représentant les locofocos 5. Gain en notre faveur: 2.

TEXAS.—Par l'arrivée du steamer *Poinsette* capitaine Smith, nous avons reçu des journaux du Texas d'une date très récente. De nouveaux retours ont été reçus à Galveston. Bell a en ce moment 8,468 voix; Wroth, 6,725, et Mills, 2,131: total, 17,314 voix. Le vacancier du comice dont on attend les retours n'a été reçu à la dernière élection présidentielle que 16,952 voix, le vote s'élevera probablement cette année à plus de 20,000 voix.

Dans l'est du Texas, Kauffman a été élu au Congrès sans opposition.

Le capitaine Darling est arrivé ces jours derniers à San Antonio, se rendant à San Antonio pour chercher les restes du général Worth et du colonel, qui doit accompagner à New-York et à Mobile.

ELECTION DANS LA MASSACHUSETTE. Une élection a eu lieu ces jours derniers dans le quatrième district congressionnel du Massachusetts. Les retours de vingt-quatre circonscriptions donnent à Palfrey, candidat des free soilers, 3059 voix; à Thompson, whig, 2,659, à Robinson, démocrate, 1,076. Il n'avait contre lui à la dernière élection, dans les vingt-quatre circonscriptions dont il s'agit, qu'une majorité réunie de 427 voix; cette majorité est montée cette année à 676—Il n'y aura pas d'élections, car aucun des candidats n'a une majorité absolue.

NOUVELLES MARITIMES—La frégate *Raritan*, capitaine Benjamin Page, portant le pavillon du commodore Frazall A. Parker, commandant l'escadre des côtes, et la corvette *Saratoga*, commandant W. C. Nicholson, sont arrivés à Newport le 6 courant et ont jeté l'ancre dans le port extérieur. Ces deux navires ont quitté Pensacola le 15 août et ont touché à la Havane le 25.

FLORIDE—On écrit de Tampa Bay, dans la Floride, sous la date du 27 août, que la plupart des versions qui circulent sur les déprédations commises par les Indiens sont quelque peu exagérées. Il n'en est pas moins vrai cependant que l'attitude des Séminoles est très hostile, et leurs premières tentatives semblaient présager le renouvellement de la guerre. Mais le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour faire avorter les plans des Indiens. Les prisonniers que feront nos soldats seront immédiatement expédiés dans l'ouest de l'Arkansas, de manière que la Floride sera dans quelques mois ou dans un an libre de ses hôtes incommodes. Ils nous tueront bien quelques hommes avant de leur faire soumission sera complète. Un des principaux chefs des Séminoles, nommé Cali, a en dernièrement une entrevue avec le général Twiggs au fort Brooke. Il pêchait, dit-il, sur la côte, et il ignorait les actes d'hostilité commis contre les blancs. Il paraît être en faveur de la paix.

INCENDIE A MOBILE—Le feu s'est déclaré jeudi dans le magasin de MM. Cullen et Smith, à Mobile, dans le voisinage des bureaux et de l'atelier de l'*Advertiser*. L'incendie n'a pu se propager grâce aux efforts habilement dirigés des pompiers et des citoyens.

CAROLINE DU SUD—La récolte de coton se présente aussi mal dans la Caroline du Sud que dans l'Alabama, le Mississipi et la Louisiane. Les gelées du printemps et les plus de l'été suivies d'une persistante sécheresse, et compliquées de l'apparition de la chenille, ont à peu près ravagé les champs de coton et réduit de moitié la moyenne ordinaire de la récolte.

## Chronique Locale.

POLICE DE LA VILLE—Plusieurs affidavits ont été faits hier devant le recorder Génin, contre quelques tapageurs et troubles-repos public; mais comme leurs noms sont sans intérêt nous les omettons.

TROISIEME MUNICIPALITÉ—L'affaire de Joseph Joly b. c. l., accusé d'avoir causé la mort de Wm. Hays, en lui administrant du poison à titre de médecine, a été plaidée hier devant le recorder Bouzaneau. M. Cyprien Dufour était chargé de la défense. Le recorder donnera sa décision.

LE COMITÉ DE POLICE de la 1re Municipalité, s'est réuni hier soir, pour prendre connaissance de l'accusation de vol qui pesait sur l'officier de police, M. Rosenham. Après avoir entendu plusieurs témoins, le comité a déclaré à l'unanimité, notre une voix, qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre.


MALADIES DE LA PEAU.
SIROP DE GIRARD,

Reçu par les derniers arrivages et en vente chez

F. P. Ducongé, rue de Chartres, 30,
Seul dépôt de la Nile-Orléans.

MALADIES de la peau, telles que dartres, syphilis, scrofules, gale, goutte, rhumatismes, boutons, démangeaisons, rougeurs, etc. Guérison prompte, certaine et sans récidive par l'emploi du sirop sudorifique préparé par B. GIRARD, pharmacien, rue d'Enghien, No 8. A Paris, approuvé par MM. les professeurs de la Faculté de Médecine et publié par *ordre du gouvernement*.

Ce sirop, purement végétal, est reconnu par l'Académie royale de Médecine à Paris comme préférable à tous les dépuratifs en usage jusqu'à ce jour. Il est d'un emploi facile et d'un goût agréable; une cuillerée dans un verre d'eau équivaut à une tasse de tisane concentrée: il est employé également comme unique et comme rafraîchissant, il excite l'appétit, facilite les digestions, dissipe les glaires et détruit la constitution: rafraîchit le sang, calme la transpiration, l'embonpoint et la fraîcheur du teint.

Le flacon se vend à Paris à 10 fr. avec l'instruction. 15 jun

LOUISIANA AMERICAN.—Ce journal, suspendu pendant quelques temps, vient de faire sa réapparition sous les auspices de Mecoochy. Le *Louisiana American* est publié à Monroe, et a une grande circulation dans l'Ouachita et dans les paroisses voisines. Il défend avec talent et énergie la cause whig et celle de nos candidats.


# FEUILLETON.

SUITE DES
MEMOIRES
d'Outre-Tombe.

INVASION DE LA RUSSIE—WILNA: LE SENATEUR POLONAIS WIBICKI; LE PARLEMENTAIRE RUSSE BALASCHOFF.—SMOLENSK—MURAT.—LE FILS DE PLATOFF.

Lorsque Bonaparte franchit le Niémen, quatre-vingt cinq millions cinq cent mille ames reconnaissaient sa domination ou celle de sa famille; la moitié de la population de la chrétienté lui obéissait; ses ordres étaient exécutés dans un espace qui comprenait dix-neuf degrés de latitude et trente degrés de longitude. Jamais expédition plus gigantesque ne s'était vue, ne se verra.

Le 22 juin, à son quartier général de Wilkowski, Napoléon proclame la guerre: "Soldats, la seconde guerre de la Pologne est commencée; la première s'est terminée à Tilsit; "la Russie est entraînée par la fatalité: ses "destins doivent s'accomplir."

Moscou répond à cette voix jeune encore par la bouche de son métropolitain, âgé de cent dix ans: "La ville de Moscou reçoit Alexandre, "son Christ, comme une mère dans le bras "de ses fils zélés, et chante Hosanna! Béni "soit celui qui arrive!" Bonaparte s'adresse au Dessin, Alexandre à la Providence.

Le 23 juin 1812, Bonaparte reconnut de nuit le Niémen; il ordonna d'y jeter trois ponts. A la chute du jour suivant, quelques vapeurs passent le fleuve dans un bateau, ils en trouvent personne sur l'autre rive. Un officier de Cosaques, commandant une patrouille, vient à eux et leur demande qui ils sont. "Français—Pourquoi venez vous en Russie!—Pour vous faire la guerre." Les Cosaques disparaît dans les bois; trois vapeurs tirent sur la forêt; on ne leur répond point: silence universel.

Bonaparte était demeuré toute une journée étendu sans force et pourtant sans repos, il mutait quelque chose se retirer de lui. Les colonnes de nos armées s'avancaient à travers la forêt de Pilwisky, à la faveur de l'obscurité, comme les Huns conduits par une biche dans les Palus Méotides. On ne voyait pas le Niémen; pour le reconnaître, il en fallait toucher la bordure.

Au milieu du jour, au lieu des bataillons moscovites ou des populations l'hommes, n'apparaît que de grands lieues, on ne vit que des enfans nus et des lords désertes: "A trois cents pas du fleuve, sur la "hauteur la plus élevée, on aperçevait la tente "de l'empereur. Autour d'elle toutes les "voitures, leurs pentes, les vallées, et aient "couvertes d'hommes et de chevaux" (Segur). L'ensemble des forces chemant à Napoléon se montait à six cent quatre-vingt mille trois cents fantassins, à cent soixante-seize mille huit cent cinquante chevaux. Dans la guerre de la succession, Louis XIV avait vous ces armes sur cent mille hommes, tous Français. L'infanterie active, sous les ordres immédiats de Bonaparte, était repartie en dix corps. Ces corps se composaient de vingt mille Italiens, de quatre-vingt mille hommes de la Confédération du Rhin, de trente mille Autrichiens, de vingt mille Prussiens et de deux cent soixante-dix mille Français.

La armée franchit le Niémen, Bonaparte passe le même le point fixé et pose le pied sur la terre ennemie, cette terre qu'il avait tant désirée, puis il échappe à la vue, et galoupe au hasard dans une forêt comme appelle au conseil des esprits sur la bruyère. Il revient; il écoute; "Artist Koutuzof on ne figure entre deux grands "ceux-mêmes, soutenir l'administration. Ce n'est pas tout de porter un citoyen au pouvoir, il faut aussi l'aider à réaliser son programme.

Le Don Quichotte du *Courrier* revient encore à la charge; mais, hélas! la bonne volonté ne suffit pas.

Toute sa tartine se réduit à ceci: il y a fonctionnaires et fonctionnaires. — Comme; mais quand il s'agit de cumul, la Constitution ne distingue pas.—Et pour ce qui est des législateurs, ils sont si peu payés que "les quatre piastres "par jour qu'on leur donne pendant la session "sont sans doute destinées à subvenir aux dé- "penses qu'occasionne leur *dérangement* (tex- "tuel)."

Franchement, j'ignorais que les fonctions législatives occasionnaient un *dérangement*; et malgré l'assertion de ce pauvre chevalier j'en doute encore, ayant eu souvent occasion de remarquer, à la maison d'Etat, la bonne, grosse santé, le teint fleuri, la face rubiconde et la gaieté communicative de la plupart de nos législateurs—choses qui se concilient peu avec un *dérangement*.....chronique.

En tout cas le remède est hors de proportion avec le mal. Au prix où sont les drogues, une médicamentation de $4 par jour est incroyable, tellement qu'un pharmacien auprès duquel j'ai voulu prendre quelques informations à ce sujet, m'a dit que c'était pyramidal—impossible—et que je voulais m'amuser à mes dépens.

C'est aussi mon impression—En tout cas ce serait une *superbe* affaire pour les pharmaciens—soixante jours à $4 donnent un produit de $240 pour chaque législateur; en multipliant cette somme par cent trente, nombre rond des nons honorables, on a $31,200 par *session*. A ce compte l'apothicaire de Baton-Rouge serait bientôt millionnaire; la législature pour lui serait une véritable Californie.

Le chevalier n'aime pas les citations; à l'autorité du texte de la Constitution il préfère celle de la reine l'Omare, cette impayée pas propriété et encore moins chansade, dont par parenthèse on dit qu'il a été chambellan; mais comme dit très bien M. de Crac, en cela comme en tout chacun a son goût.

Portez-vous bien.

X.

EXEMPLE DE FERMETÉ.— M. A. J. Howell, l'un des citoyens les plus respectables de Donaldsonville, et démocrate depuis sa jeunesse, a voté à la dernière élection présidentielle pour le général Taylor. Les locofocos lui ont reproché ce vote et ont cherché depuis à le faire rentrer dans le bercail en lui promettant une place. Il s'y est refusé avec une noble indignation et a adressé la lettre suivante aux éditeurs du *Vigilant*:

Messieurs — J'apprends que le bruit court que mon nom doit être soumis à la Convention démocratique chargée de désigner un candidat pour représenter la paroisse à la législature. J'ai recours à votre journal pour faire connaître que je n'accepterai pas de candidature. J'ai voté pour le général Taylor en novembre dernier, je ne le regrette pas, et je ne voudrais pas maintenant entraver l'administration en votant avec ceux qui lui sont opposés.

La noble conduite de M. Powell trouvera de nombreux imitateurs. Ceux qui ont concouru à l'élection du général Taylor, whigs ou démocrates, doivent, s'ils veulent être conséquens avec eux-mêmes, soutenir l'administration. Ce n'est pas tout de porter un citoyen au pouvoir, il faut aussi l'aider à réaliser son programme.

INCENDIE AU CAP GIRARDEAU.—Nous apprenons par les officiers du steamer *Grand Turk*, arrivé dans notre port, qu'un grand incendie a éclaté le 12 du c. au Cap Girardeau, dans le Missouri. Huit ou dix maisons ont été détruites. La perte est considérable.

MAINE.—Voici le résultat du vote de vingt-cinq circonscriptions dans l'Etat du Maine: Hayelin, candidat whig, 3,291 voix; Hubbard, locofoco, 2,790; Talbot, free-soiler, 690. Cet an gain net en faveur des whigs d'environ 200 voix depuis l'année dernière. Jusqu'à présent nous n'avons eu d'élu représentant les locofocos 5. Gain en notre faveur: 2.

TEXAS.—Par l'arrivée du steamer *Poinsette* capitaine Smith, nous avons reçu des journaux du Texas d'une date très récente. De nouveaux retours ont été reçus à Galveston. Bell a en ce moment 8,468 voix; Wroth, 6,725, et Mills, 2,131: total, 17,314 voix. Le vacancier du comice dont on attend les retours n'a été reçu à la dernière élection présidentielle que 16,952 voix, le vote s'élevera probablement cette année à plus de 20,000 voix.

Dans l'est du Texas, Kauffman a été élu au Congrès sans opposition.

Le capitaine Darling est arrivé ces jours derniers à San Antonio, se rendant à San Antonio pour chercher les restes du général Worth et du colonel, qui doit accompagner à New-York et à Mobile.

ELECTION DANS LA MASSACHUSETTE. Une élection a eu lieu ces jours derniers dans le quatrième district congressionnel du Massachusetts. Les retours de vingt-quatre circonscriptions donnent à Palfrey, candidat des free soilers, 3059 voix; à Thompson, whig, 2,659, à Robinson, démocrate, 1,076. Il n'avait contre lui à la dernière élection, dans les vingt-quatre circonscriptions dont il s'agit, qu'une majorité réunie de 427 voix; cette majorité est montée cette année à 676